



# LABRUGERE

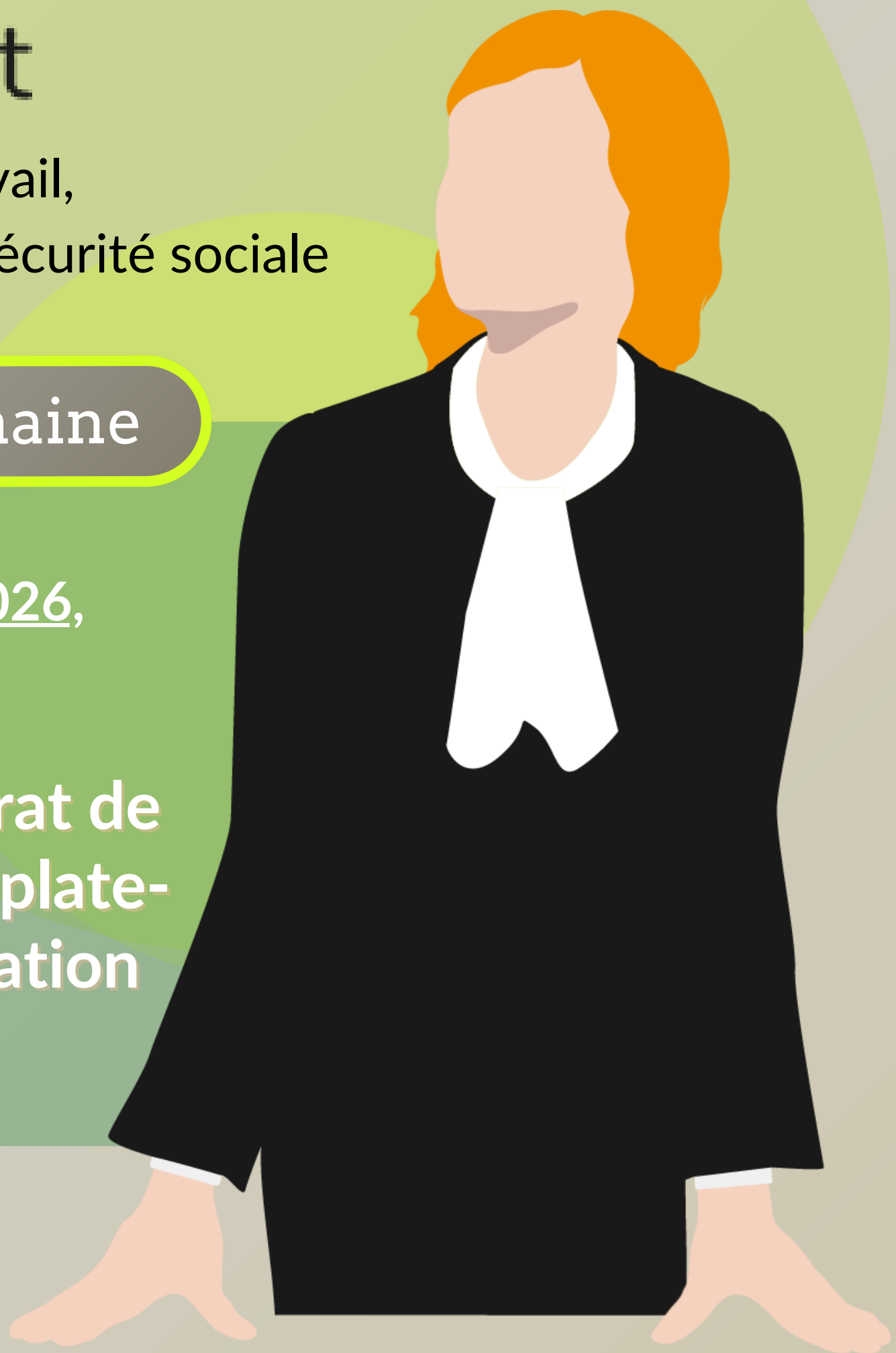
## Avocat

Droit du travail,  
Droit de la sécurité sociale

L'arrêt de la semaine

CA PARIS, 08/01/2026,  
RG n° 25/00804

L'existence d'un contrat de  
travail vis-à-vis d'une plate-  
forme de mise en relation  
clients



## Rappel des faits

Une Société met **en contact**, via sa plateforme, des clients avec des experts lesquels leur délivrent des prestations de conseils dans leurs domaines de compétence, notamment **des voyants**.

Une personne, exerçant une telle activité sous le statut d'autoentrepreneur, a travaillé avec cette Société entre 2013 et 2023.

Invoquant l'existence d'un contrat de travail, le voyant a saisi les juridictions prud'homales.





## Règles de droit

### Article L. 8221-6 du code du travail

Sont présumés **ne pas être liés** avec le donneur d'ordre par un contrat de travail dans l'exécution de l'activité donnant lieu à immatriculation ou inscription les personnes physiques **immatriculées** au registre du commerce et des sociétés.

### Cass. soc., 28/06/2000, n° 98-45.182

L'existence d'une relation de travail dépend des **conditions de fait** dans lesquelles est exercée l'activité des travailleurs qui doivent caractériser un **lien de subordination**.

## Motifs de la décision

*\* intégralité du jugement dans le post*

La Cour d'appel relève **qu'aucun pouvoir de direction** n'est caractérisé entre le voyant et la société gérant la plate-forme de mise en relation. Par exemple, l'inscription à la plate-forme n'est soumise à **aucun entretien d'embauche**.

De plus, **aucun pouvoir de contrôle et de sanction** n'est démontré par le voyant, de sorte que la **présomption** de l'article précité n'est pas renversé ...



La Cour d'appel estime donc que les juridictions prud'homales ne sont pas compétentes en l'absence de contrat de travail.



# LABRUGERE

## Avocat

*Droit du travail,  
Droit de la sécurité sociale*

Avocat au Barreau de Lyon

**07 49 98 20 89**

**f.labrugere@labrugere-avocat.fr**

